

**ELEMENTS DE REFLEXION
AUTOUR DE LA QUESTION DE
L'EVOLUTION DES SALAIRES
EN ALGERIE**

Avril 2006

Eléments de réflexion au sujet de la question de l'évolution des salaires en Algérie

Introduction

Cette note a pour objet de présenter quelques éléments de réflexion à propos de la question de l'évolution des salaires et du pouvoir d'achat en Algérie.

Sur la base de ces réflexions, nous suggérons quelques propositions en vue de débloquer la situation actuelle.

Ces suggestions se fondent sur l'observation et l'analyse d'un certain nombre de facteurs dont l'évolution milite en faveur d'un relèvement du pouvoir d'achat circonstanciel des travailleurs, dans un premier temps, et de la définition d'une politique salariale plus juste sur le plan social, moins coûteuse pour la collectivité nationale et plus efficace économiquement, dans une seconde phase, en intégrant la nécessité de parvenir à faire de la politique salariale un réel élément de motivation, apte à récompenser le mérite individuel ou collectif et à contribuer ainsi à l'impulsion d'une véritable dynamique de développement.

En l'absence de données récentes sur les niveaux des salaires pratiqués en Algérie ces dernières années – la dernière enquête sur les salaires menée par l'Office National des Statistiques (ONS) auprès des entreprises ayant été réalisée en 1996 – la question des salaires sera appréhendée à travers l'analyse des niveaux et de l'évolution des agrégats et indicateurs macro-économiques présentant de fortes corrélations avec les salaires.

L'agrégat principal qui sera ainsi utilisé est le Produit Intérieur Brut (PIB). L'analyse de la part des salaires dans le produit intérieur brut (PIB) constitue en effet une manière universelle d'étudier les salaires réels.

D'autres indicateurs aussi importants et corrélés avec les salaires, tels le Revenu National Disponible Brut, la Consommation finale individuelle des ménages, le Salaire National Minimum Garanti, le taux d'inflation, la population active et occupée et le taux de chômage, seront également utilisées.

Chaque fois que cela sera possible, il sera également présenté une comparaison avec les situations prévalant dans deux pays maghrébins, en l'occurrence le Maroc et la Tunisie.

Les statistiques utilisées sont celles produites et diffusées par l'Office National des Statistiques pour l'Algérie, Le Haut Commissariat à la Planification pour le Maroc et l'Institut National de la Statistique pour la Tunisie.

Cette note est structurée selon le plan indiqué ci-après :

I- LE CONTEXTE MACROECONOMIQUE EN ALGERIE DE 1994 A 2004

1- données du contexte macro-économique de la période 1986-1994

2. Le nouveau contexte macro-économique

II- Evolution comparée du PIB, du revenu national disponible brut et de la consommation finale individuelle des ménages en Algérie, au Maroc et en Tunisie de 1995 à 2004.

1. Données sur la masse salariale	2
1.1. Importance de la masse salariale	2
1.2. Aggravation des inégalités salariales.....	5
1.3. Un système de rémunération peu équitable	6
2. Impacts économiques d'une baisse de la masse salariale.....	7
2.1. Scénario 1 : Baisse de la masse salariale de 1 point du PIB.....	7
2.2. Scénario 2 : Baisse de la masse salariale de 1 point du PIB conjuguée à une hausse de l'investissement public de 1% du PIB	9
3. Suggestions	10
3.1. Réformer le système de rémunération.....	10
3.2. Mettre en œuvre une véritable gestion des ressources humaines.....	11
1. LE PARTAGE DES SALAIRES.....	4
1.1. LE SECTEUR DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES : UN PARTAGE DE LA MASSE SALARIALE EN FAVEUR DES SALAIRES EN PLACE.....	4
1.2. LE SECTEUR INDUSTRIEL : UN PARTAGE DE LA MASSE SALARIALE MOINS FAVORABLE A LA CREATION D'EMPLOI	6
2. LE COIN FISCAL ET SOCIAL : UN INDICATEUR DE LA TAXATION DU TRAVAIL..	7
2.1. LE SECTEUR PRIVE	7
2.2. LE SECTEUR DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES.....	9
3. LES COMPARAISONS INTERNATIONALES.....	10
C11	
ANNEXE METHODOLOGIQUE.....	12

I- LE CONTEXTE MACRO ECONOMIQUE EN ALGERIE DE 1986 A 2004

I.1- données du contexte de la période 1986-1994

Il est nécessaire de rappeler que la baisse du prix du pétrole en 1986, a eu pour conséquences :

- le ralentissement de l'activité économique faisant passer le taux de chômage de 9,7% en 1985 à 24,36% en 1994 et à 28% en 1995 et 1996 ;*
- la contraction des revenus des salariés (-38,7%) et par voie de conséquence la baisse de 20% en termes réels du revenu disponible des ménages, et de 15,7% du revenu par habitant ;*
- la forte hausse de l'inflation suite à la libéralisation des prix et à la dévaluation, se traduisant par l'accroissement du taux d'inflation de 12,3% en 1986 à 29% en 1994 et 1995 ;*
- une croissance négative du PIB estimée en termes réels à -3,4% par an durant cette période.*

I.2- Le nouveau contexte macro-économique

L'initiation de programmes de stabilisation et la mise en place d'instruments législatifs et réglementaires que requière l'économie de marché se sont traduites par une amélioration substantielle des principaux indicateurs macro économiques.

On citera la forte hausse du PIB et la baisse remarquable du taux d'inflation et celui du chômage, notamment au cours de la période 2000 -2004. Pour l'année en cours, on s'attend à une croissance du PIB de l'ordre de 6 % , à un taux d'inflation en dessous de 3 % et à un taux de chômage de..... % .

La productivité du travail, qui a enregistré à partir de 1986, un trend décroissant, amorce depuis 1999 un début de redressement, selon les données de la Banque mondiale et de l'ONS (citées dans l'étude publiée par l'Institut Méditerranéen « FEMISE » en janvier 2006 portant sur le marché du travail en Algérie).

D'une façon générale, l'économie nationale est revenue sur le chemin de la croissance depuis 1999. Mais les acteurs économiques et sociaux et les pouvoirs publics ne parviennent pas à s'entendre, sur les modalités du partage de cette croissance, ni sur les mesures nécessaires pour permettre son ancrage dans la

durée, non plus que sur les taux de croissance pouvant être ciblés pour les années à venir afin de juguler réellement la précarité et la pauvreté dans notre pays.

Ils sont cependant tous d'accord que les chances d'un cycle de croissance à long terme sont bonnes. Le climat général s'est sensiblement amélioré et la reprise de la conjoncture s'est peu à peu étendue aux branches actives sur le marché intérieur.

I.3- Quelques considérations générales sur l'évolution des salaires

Vu cette évolution positive et compte tenu de la situation économique des travailleurs, les questions salariales prennent aujourd'hui une importance particulière.

Nous pensons que si ces discussions devaient se prolonger, un certain nombre d'éléments devraient être pris en considération ; ces éléments sont les suivants :

- La consommation privée est un élément important de la croissance pour l'économie algérienne. En tant que moteur de la croissance, elle est responsable du fait que le taux de croissance du PIB dépassera les en 2005.*
- Le relèvement du pouvoir d'achat est aujourd'hui une demande sociale irrépressible. C'est une préoccupation pour les fonctionnaires, comme pour tous les algériens. L'Etat doit faire sa part du chemin, en concertation avec les organisations syndicales et patronales. Mais la solution, ici encore, passe par des mécanismes nouveaux et volontaristes qui changent l'organisation du travail.*

A. Evolution comparée du PIB, du revenu national disponible brut et de la consommation finale individuelle des ménages en Algérie, au Maroc et en Tunisie de 1995 à 2004.

On observe à partir des données du tableau 1 ci-dessous, que durant la dernière décennie (de 1995 à 2004),

i) Le PIB ainsi que le Revenu National Disponible Brut (RNDB) ont augmenté beaucoup plus rapidement en Algérie que dans les pays voisins du Maghreb. En 2004, la valeur du PIB exprimée dans une même monnaie, le \$US, est de l'ordre de 85 milliards de \$US pour l'Algérie, contre 61,5 milliards de \$US pour le Maroc et 34,1 Milliards de \$US pour la Tunisie. Les taux de croissance correspondants, indiquent qu'en dix ans, la richesse produite a triplé en Algérie (306%), a doublé en Tunisie (206%) et a augmenté de moitié au Maroc (157%),

ii) La Consommation finale individuelle des ménages, a plus que doublé en Algérie avec un taux de 212%, en Tunisie 207% ; elle a été multipliée par 1,4 au Maroc. Cependant si l'on examine pour chacun de ces trois pays, la part de la Consommation finale individuelle des ménages dans le PIB et son évolution entre 1995 et 2004, on remarque que c'est en Algérie que les ménages ont bénéficié le moins de l'accroissement de la richesse créée. En effet, la Consommation finale des ménages représentait en 1995, 68,4% du PIB au Maroc, 62,9% du PIB en Tunisie et seulement 55,6% du PIB en Algérie. En 2004, soit dix ans plus tard, elle a diminué de 17% en Algérie avec une part de 38,5% du PIB, de 8% au Maroc avec 60,4% du PIB; elle a par contre augmenté de 0,3% en Tunisie avec 63,2% du PIB.

1. Le PIB et son affectation

Tab1. PIB, Revenu National Disponible Brut et Consommation finale individuelle des ménages

Unités : Valeurs en millions de la monnaie nationale (DA, DH, DT)

		1995	2000	2004	2004/1995	2004/2000
Algérie	Le PIB	2 004 994,7	4 123 513,9	6 126 668,3	306%	149%
	Le RNDB	1 877 457,5	3 753 594,7	5 712 585,4	304%	152%
	Consomma.ménages	1 114 808,8	1 714 188,0	2 357 978,7	212%	138%
	% RNDB/PIB	93,6	91,0	93,2		

Maroc	% Consom/PIB	55,6	41,6	38,5		
	% Consom/RNDB	59,4	45,7	41,3		
	Le PIB	281 701,9	354 207,8	443 672,8	157%	125%
	Le R N D B	290 397,0	372 407,3	481 951,3	166%	129%
	Consomma.ménages	192 706,9	225 823,2	267 952,3	139%	119%
	% RNDB/PIB	103,1	105,1	108,6		
	% Consom/PIB	68,4	63,8	60,4		
% Consom/RNDB	66,4	60,6	55,6			
Tunisie	Le PIB	17 051,8	26 650,8	35 104,0	206%	132%
	Le R N D B	16 944,3	26 496,0	35 528,9	210%	134%
	Consomma.ménages	10 728,3	16 187,4	22 195,0	207%	137%
	% RNDB/PIB	99,4	99,4	101,2		
	% Consom/PIB	62,9	60,7	63,2		
	% Consom/RNDB	63,3	61,1	62,5		

2. Evolution comparée du Salaire National Minimum Garanti

Le Salaire National Minimum Garanti de chacun des trois pays, ramené pour les besoins de comparabilité au même volume horaire mensuel (160Heures/Mois) et à une même devise (Euro) est donné au tableau 2 ci-dessous.

On observe sur la base des données de ce tableau, que si de 2000 à 2004, le SNMG a évolué plus rapidement en Algérie (67%) qu'en Tunisie (15%) et au Maroc (10%), réduisant ainsi l'écart de 4% par rapport au Maroc et de 9% par rapport à la Tunisie, il n'en demeure pas moins que le niveau du SNMG reste, comparativement au Maroc et à la Tunisie, nettement plus bas en Algérie : en 2004, il est de l'ordre de **112 €/Mois en Algérie** contre **172 €/Mois au Maroc** et **140 €/Mois en Tunisie**, soit un écart négatif de **35% par rapport au Maroc** et de **20% par rapport à la Tunisie**

Tab 2. Evolution comparée du SMIG

		2000	2004	Variation
Algérie	SNMG (en DA/Mois)	6 000	10 000	67%
	Taux de change DA/€	69,4422	89,6	
	SNMG en €/Mois	86	112	

Maroc	<i>SMIG (en DH/Mois)</i>	1404,8	1545,6	10%
	<i>Taux de change DH/€</i>	9,941	9	
	SMIG en €/Mois	141	172	
Tunisie	<i>SMIG (en DT/Mois)</i>	156	180	15%
	<i>Taux de change DT/€</i>	1,2517	1,3	
	SMIG (en €/Mois)	125	140	
<i>Ecart Algérie -Maroc en %</i>		-39%	-35%	-4%
<i>Ecart Algérie -Tunisie en %</i>		-31%	-20%	-9%

Source : Valeurs en € : nos calculs

3. Ressource humaine

Le taux de chômage en 2004 est nettement plus bas au Maroc (10,8%) et en Tunisie (13,9%) qu'en Algérie (17,7%), bien que son évolution soit plus marquée dans ce dernier pays. En effet, si en Tunisie le taux de chômage a diminué de moins de 2% en dix ans (15,6% en 1995 et 13,9% en 2004), en Algérie le taux de chômage a régressé de 10% dans la même période, il passe de 28,1% en 1995 à 17,7% en 2004.

Tab 3. Ressource humaine

		2003	2004
5. Population en milieu d'année (en milliers)	<i>Algérie</i>	31 848	32 364
	<i>Maroc</i>		29 892
	<i>Tunisie</i>	9 840	9 932
5.1. Population active (en milliers)	<i>Algérie</i>	8 762	9 470
	<i>Maroc</i>	10 707	11 015
	<i>Tunisie</i>	3 461	3 329
	<i>Algérie</i>	6 684	7 798

5.1.1. Population occupée (en milliers)	Maroc	9 484	9 822
	Tunisie	2 951	2 855
Taux de chômage (%)	Algérie	23,7 %	17,7 %
	Maroc	11,4 %	10,8 %
	Tunisie	14,3 %	13,9 %
Part de l'emploi salarié dans l'emploi total (en %)	Algérie	65 %	60 %
	Maroc	68 %	68 %

B. La problématique des salaires en Algérie

Comment la richesse créée a été répartie? On tentera d'y répondre ci-après par l'analyse des indicateurs macro économiques les plus fortement corrélés avec le niveau de vie de la population.

2.1- Le PIB et ses emplois

Le tableau No 4 donne les emplois du PIB ou en d'autres termes la répartition de la richesse créée entre les principaux agents qui sont : **l'Entreprise** à travers l'Excédent Net d'Exploitation et les amortissements de ses équipements (Consommations de Fonds Fixes), **l'Etat** à travers les Impôts indirects nets des subventions, enfin, **les Ménages** à travers la Rémunération des salariés.

Tab.4 Les Emplois du PIB

	Valeurs en millions de DA		
	1995	2000	2004
1. Le PIB	2,004,994.7	4,123,513.9	6,126,668.3
1.1. Excédent net d'exploitation	906,789.1	2,214,810.6	3,379,553.2

<i>1.2 Impôts indirects nets de subventions</i>	387,704.9	756,981.1	1,093,395.1
<i>1.3 Consommation de Fonds Fixes</i>	141,742.3	267,105.1	409,143.1
<i>1.4.Masse salariale globale</i>	568,758.3	884,617.0	1,244,576.9
Ratios			
<i>% Excédent net d'exploitation/PIB</i>	45%	54%	55%
<i>% Impôts indirects nets de subventions/PIB</i>	19%	18%	18%
<i>% Consommation de Fonds Fixes/PIB</i>	7%	6%	7%
<i>% Masse salariale globale/PIB</i>	28%	21%	20%

Il ressort à l'examen de ces données, qu'entre 1995 et 2004, la part des Amortissements et celle des Impôts indirects dans le PIB sont restées stables, respectivement de l'ordre de 7% et 18% du PIB. Par contre la part revenant à l'Entreprise sous forme d'Excédent Net d'Exploitation estimé à près de 3 380 milliards de DA en 2004 a augmenté de 10% en passant de 45% du PIB en 1995 à 55% du PIB en 2004 alors que dans la même période, la masse salariale, estimée en 2004 à près de 1 245 milliards de DA, ne représente que 20% du PIB soit 8% de moins qu'en 1995.

La diminution de la part de la masse salariale globale dans le PIB de 8% entre 1995 et 2004 résulte à la fois de la baisse de la part de la masse salariale des branches productives qui passe respectivement de 15,6% du PIB à 10,6% du PIB soit une diminution de 5%, et de la baisse de la masse salariale de l'Administration qui passe au dessous de 10% du PIB en 2004 contre 12,7% en 1995, soit une diminution de 3,4%. Il est à signaler que les salaires des agents de l'Administration représentent 96% de la masse salariale des branches non productives.

Tab 5. Evolution de la Masse salariale par Branches

	Valeurs en millions de DA		
	1995	2000	2004
<i>Le PIB</i>	2,004,994.7	4,123,513.9	6,126,668.3
<i>Masse salariale globale</i>	568,758.3	884,617.0	1,244,576.9

<i>Dont : branches productives</i>	313,742.2	479,700.3	648,263.7
<i>branches non productives</i>	255,016.1	404,916.7	596,313.3
<i>Administrations publiques</i>	243,607.6	387,830.7	571,669.8
Ratios			
% Masse salariale globale/Le PIB	28%	21%	20%
<i>Dont % M.S.branches productives/Le PIB</i>	15.6%	11.6%	10.6%
<i>Dont% M.S.branches non productives/Le PIB</i>	12.7%	9.8%	9.3%
<i>% M.S.Administrations publiques/Le PIB</i>	12.2%	9.4%	9.3%

2.2 Population salariée et masse salariale

Durant ces cinq dernières années (de 2000 à 2004), les salariés représentent près de la moitié (49%) de la population active, alors que leur importance dans la population occupée a diminué de 8% en passant de 68% en 2000 à 60% en 2004 et ce au profit des employeurs indépendants qui représentent en 2004 près du tiers (32%) de la population occupée soit un gain de 5% par rapport à 2000.

En dépit du fait que le salaire moyen mensuel par occupé ait augmenté de 17 423 DA en 2000 à 22 128 DA en 2004, soit un accroissement de 27% en cinq ans, il n'en demeure pas moins que la répartition de la richesse créée reste inéquitable au regard des autres indicateurs :

✓ *les salariés qui représentent 60% de la population active occupée ne perçoivent que 20% du PIB comme indiqué au tableau No 6 ci-dessous,*

✓ *Le salaire moyen mensuel par occupé estimé à 22 128 DA en 2004 ne représente que 2,2 fois le SNMG alors qu'en 2000, le salaire moyen mensuel (17 423 DA) représentait 2,9 fois le SNMG,*

✓ *L'accroissement du SNMG de 9,6% en moyenne par an dans la période 1995-2004 et celui des revenus des salariés de 10,2% tous secteurs confondus et de 9,9% pour les fonctionnaires en moyenne par an sur cette même période, sont bien en deçà de l'accroissement du PIB/Habitant estimé à 13,3% en moyenne par an entre 1995 et 2004, pour permettre de rattraper le niveau du pouvoir d'achat d'avant 1986..*

Tab 6. Population selon la situation dans la profession et revenus

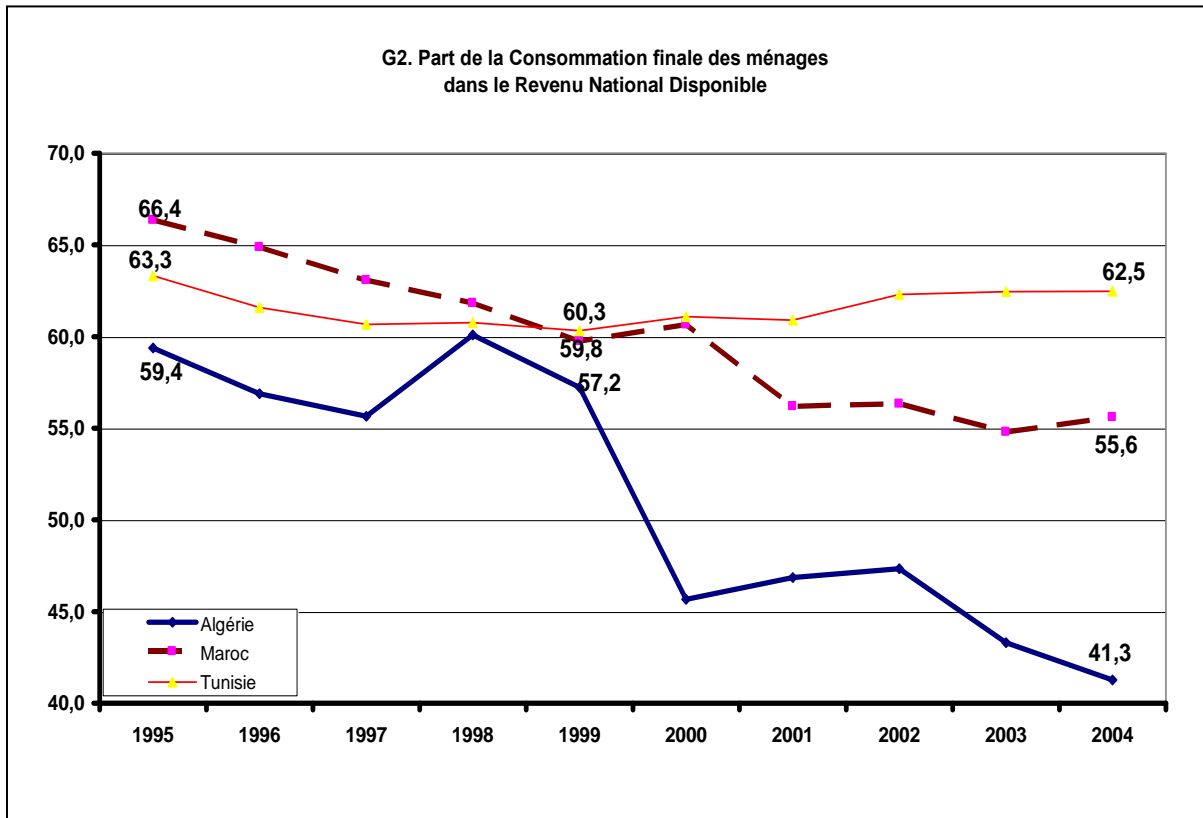
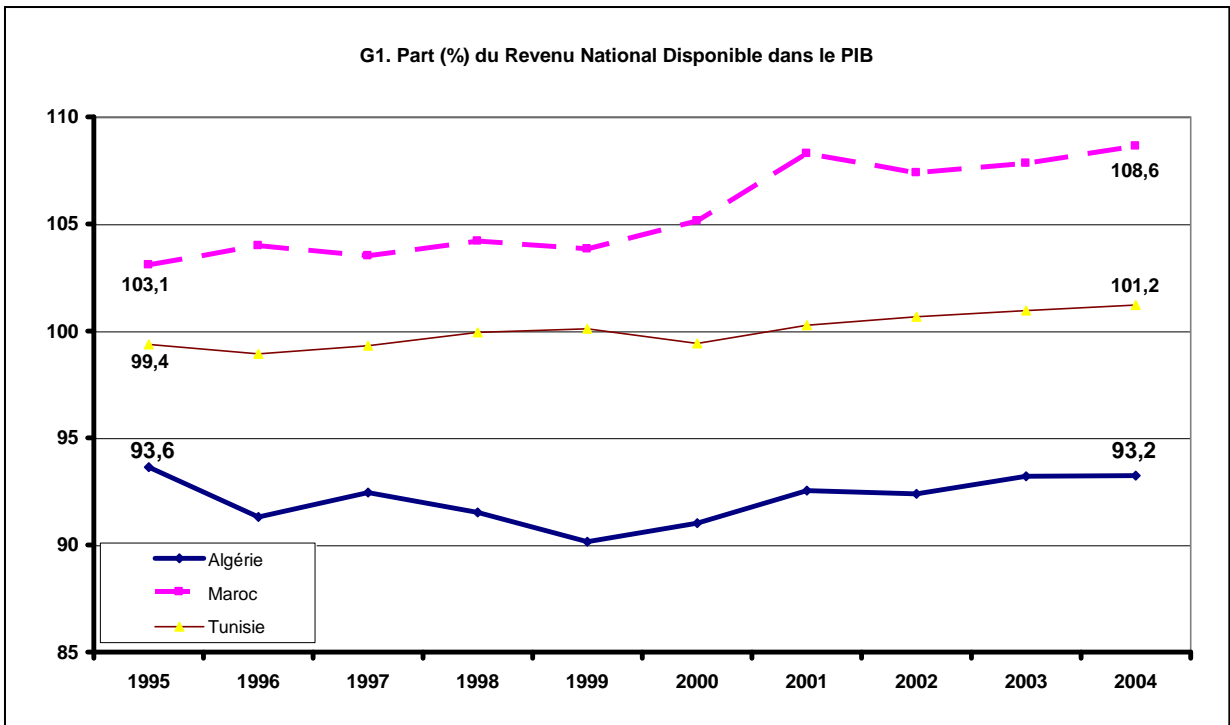
Valeurs en millions de DA, populations en milliers sauf précisions

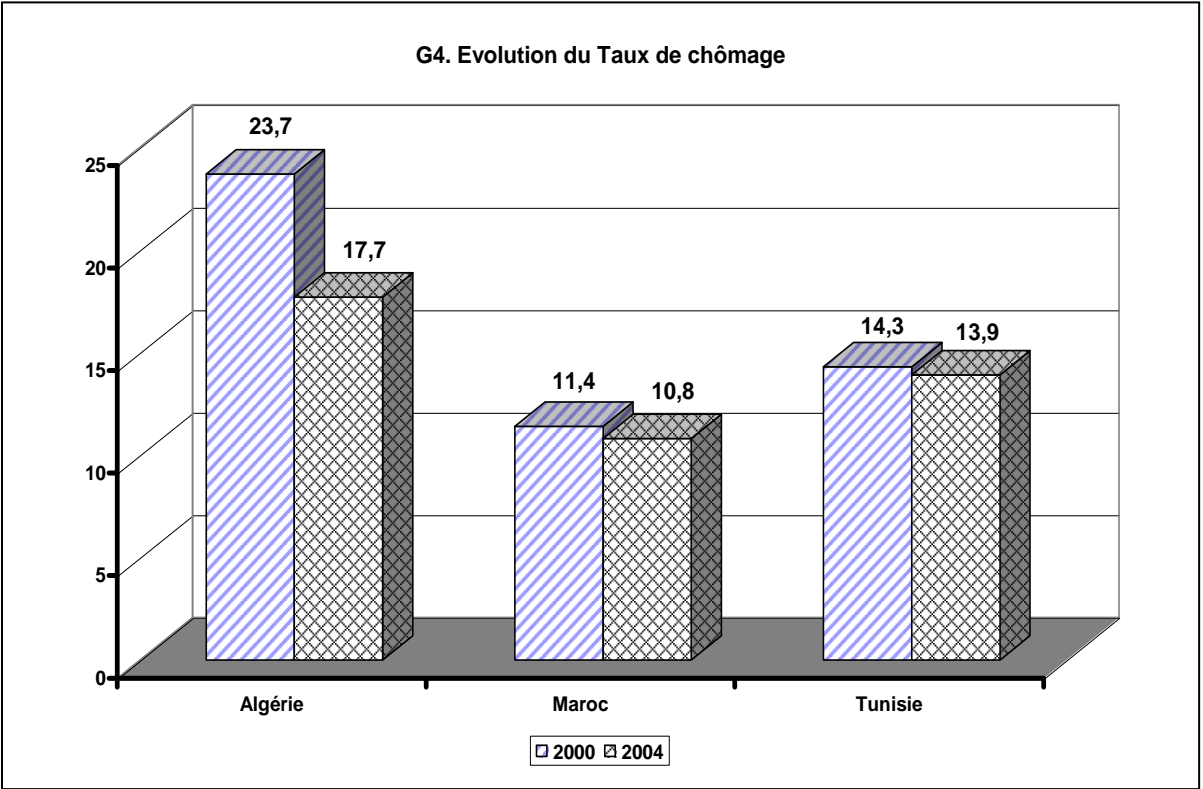
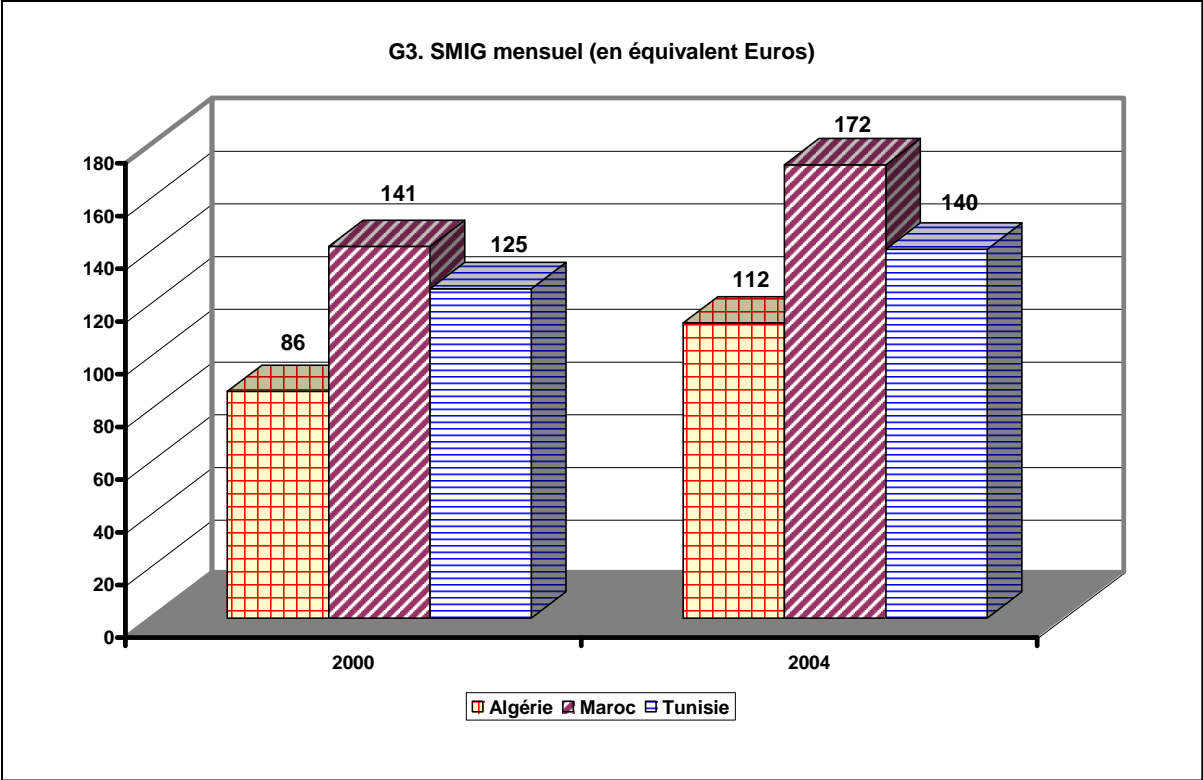
	2000	2004
<i>1. Population en milieu d'année</i>	30 416	32 364

<i>1.1. Population active</i>	8 691	9 470
<i>1.1.1. Population occupée</i>	6 180	7 798
<i>1.1.1.1 Salariés (Permanents+Non Perm+Apprentis)</i>	4 231	4 687
<i>1.1.1.1.1 Salariés des Administrations publiques</i>	1 979	1 400
<i>1.1.1.2 Employeurs et Indépendants</i>	1 646	2 471
<i>Le PIB/Habitant (DA)</i>	135 570,8	189 250,1
<i>Consomma finale individuelle des ménages</i>	1 714 188,0	2 357 97,7
<i>Masse salariale globale</i>	884 617,0	1 244 576,9
<i>Masse salariale des Administrations publiques</i>	387 830,7	571 669,8
8. SNMG (DA)	6 000	10 000
Ratios		
<i>% Salariés/population active</i>	49%	49%
<i>% Salariés/population occupée</i>	68%	60%
<i>% Employeurs/population occupée</i>	27%	32%
<i>Taux de chômage</i>	28,89%	17,70%
<i>Salaire moyen mensuel/Occupé (en DA)</i>	17 423	22 128
<i>Salaire moy mens/Occupé de l'Adm pub (en DA)</i>	16 331	34 028
<i>Salaire moy mens Occupé/SNMG</i>	2,9	2,2
<i>Salaire moy mens Occupé Administrations pub/SNMG</i>	2,7	3,4
<i>% Consommation finale individuelle des ménages/PIB</i>	41,6%	38,5%

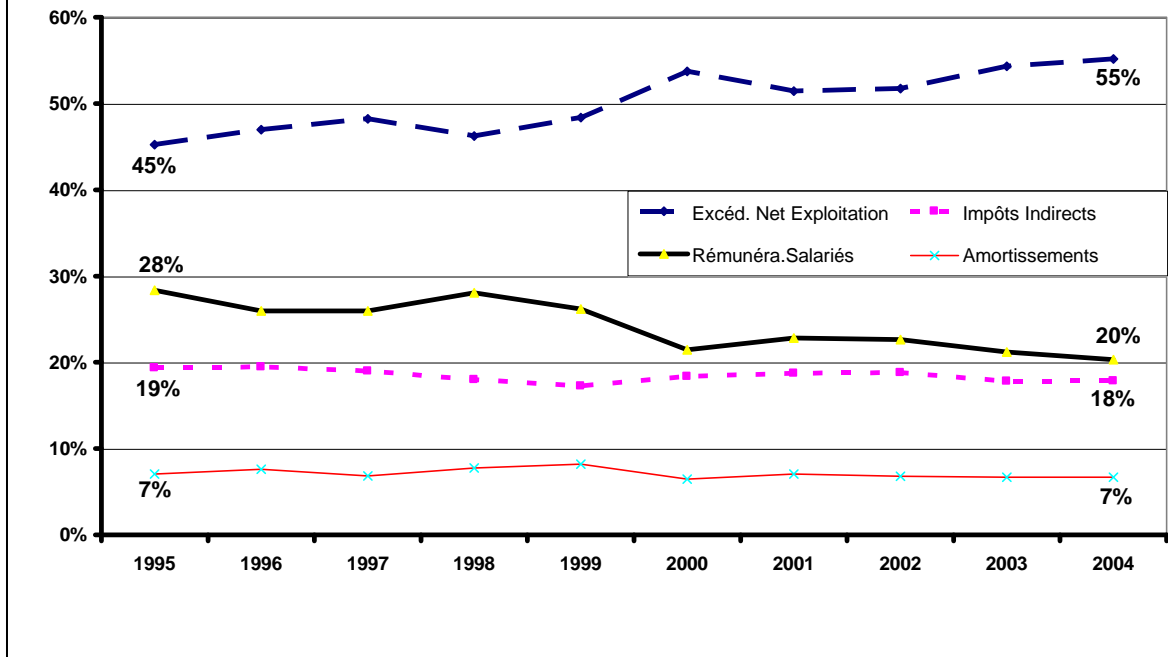
Sources : nos calculs pour les ratios

ANNEXES
GRAPHIQUES

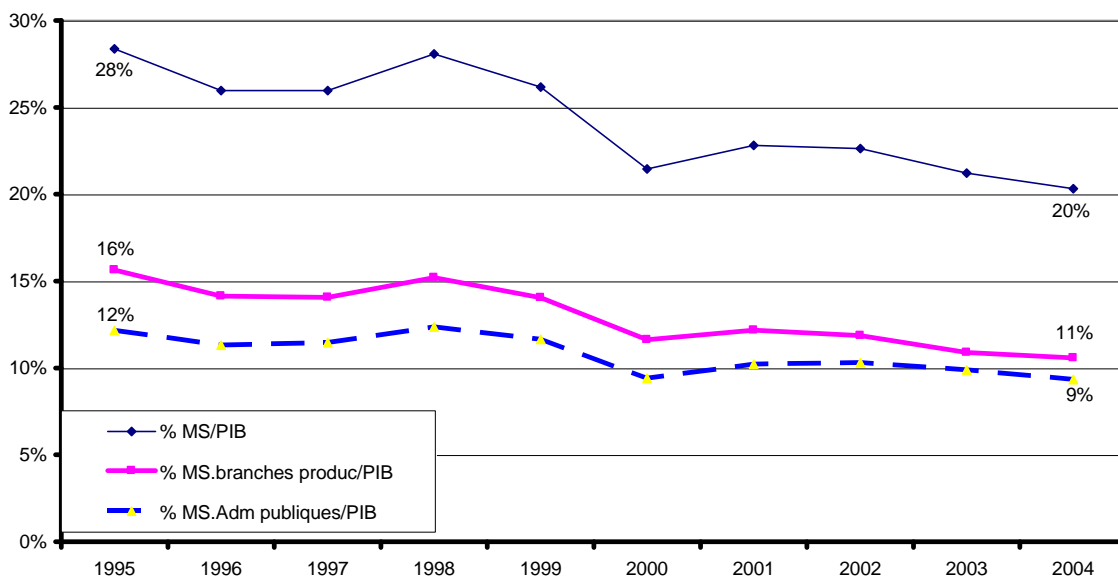




G5. Les emplois du PIB



G6. Evolution de la part (%) de la masse salariale dans le PIB



G7. Evolution du taux de Chômage

